



ACHATS CENTRAUX
HOTELIERS, ALIMENTAIRES ET
TECHNOLOGIQUES
Hôpital Bicêtre
78, rue du Général Leclerc
94270 Le Kremlin-Bicêtre
Tél : 01 53 14 69 00

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

N°26-075

Procédure : Appel d'offres ouvert

Objet : Transports aériens et routiers dans le cadre de l'activité de greffe et d'assistance circulatoire extracorporelle nécessaires aux besoins du groupement de commande constitué des divers groupes hospitalo-universitaires et sites de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris, de l'Hôpital Foch et de la Fondation Hôpital Saint Joseph.

Date limite pour toute question : 18/06/2026 à 12:00.

Date limite de remise des candidatures et des offres : 02/07/2026 à 12:00.

Ce document comprend 17 pages

Ce document comprend 2 annexes.

AP-HP	Consultation n°26-075	ACHAT
RC.17 18/03/2026	Dernière mise à jour du 18/05/2026	Page 1 sur 17

SOMMAIRE

1. Contenu du Marché	3
1.1 Objet.....	3
1.2 Organisation de l'achat	3
1.2.1 Forme du marché	3
1.2.2 Allotissement.....	3
1.2.3 Volumétrie	3
1.3 Durée.....	5
1.4 Prix.....	5
1.4.1 Forme des prix	5
1.4.2 Typologie des prix.....	5
1.4.3 Modalités essentielles de financement et de paiement	5
2. Modalités de la consultation	5
2.1 Choix de la procédure de passation.....	5
2.2 Date limite de remise des candidatures et des offres	6
2.3 Variante.....	6
2.4 Prestations supplémentaires éventuelles	6
2.5 Délai de validité des candidatures et des offres.....	6
2.6 Modification du dossier de consultation	6
2.7 Groupement de candidats.....	6
3. Constitution des dossiers de candidature et des dossiers d'offre	7
3.1 Conditions de langue	7
3.2 Éléments nécessaires à la sélection des candidatures :	7
3.2.1 Situation juridique	7
3.2.2 Capacité technique et professionnelle	7
3.3 Offre technique et financière	9
3.3.1 Documents obligatoires	9
3.3.2 Documents complémentaires souhaités par l'AP-HP.....	9
3.4 Présentation des candidatures et des offres dématérialisées.....	10
4. Conditions d'envoi et de remise des plis.....	11
5. Sélection des candidatures et analyse des offres	13
5.1 Sélection des candidatures	13
5.2 Analyse des offres	13
6. Notification des résultats	15
7. Avances	15
8. Voies de recours	16
9. Renseignements complémentaires	16

AP-HP	Consultation n°26-075	ACHAT
RC.17 18/03/2026	Dernière mise à jour du 18/05/2026	Page 2 sur 17

1. Contenu du Marché

1.1 Objet

Le présent marché est un marché de Services courants.

Le présent marché a pour objet : Transports aériens et routiers dans le cadre de l'activité de greffes et d'assistance circulatoire extracorporelle CEC, nécessaire aux besoins de l'AP-HP.

Le détail des prestations faisant l'objet du marché est précisé dans le cahier des clauses administratives particulières et le cahier des clauses techniques particulières.

L'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris est un établissement public de santé.

1.2 Organisation de l'achat

1.2.1 Forme du marché

Le présent marché est conclu sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande au sens de l'article R. 2162-2 du Code de la commande publique.

1.2.2 Allotissement

L'ensemble des prestations est réparti en lots comme suit :

Lot	Objet
01	Transport aérien d'équipes et d'organes dans le cadre de l'activité de greffe
02	Transport routier d'équipes et d'organes dans le cadre de l'activité de greffe et de l'activité d'assistance circulatoire extracorporelle
03	Transport routier de prélèvements biologiques, de tissus, greffons et gamètes divers, d'appareils de perfusion et de transplantations rénales et de matériels seuls, dans le cadre de l'activité de greffe

Les candidats peuvent soumissionner pour tout ou partie des lots.

Les offres des candidats sont appréciées lots par lot.

Un opérateur économique peut se voir attribuer la totalité des lots.

1.2.3 Volumétrie

↪ Lot 01 : Transport aérien d'équipes et d'organes dans le cadre de l'activité de greffe

Prestation	Quantité annuelle estimée
Missions	398
Heures de vols	1 298
Plateaux repas	638

➔ **Lot 02 : Transport routier d'équipes et d'organes dans le cadre de l'activité de greffe et de l'activité d'assistance circulatoire extracorporelle**

Prestation			Unité	Quantité annuelle estimée
Transport d'équipe de prélèvements, d'organes, et d'assistance circulatoire extracorporelle	Jour	Paris ⇔ Paris	Trajet	110
		Paris ⇔ IDF	Trajet	465
		IDF ⇔ IDF	Trajet	333
	Nuit, dimanche et jour férié	Paris ⇔ Paris	Trajet	89
		Paris ⇔ IDF	Trajet	403
		IDF ⇔ IDF	Trajet	278
Transport d'équipe de coordination hospitalière	Jour	Paris ⇔ Paris	Trajet	44
		Paris ⇔ IDF	Trajet	287
		IDF ⇔ IDF	Trajet	281
	Nuit, dimanche et jour férié	Paris ⇔ Paris	Trajet	95
		Paris ⇔ IDF	Trajet	580
		IDF ⇔ IDF	Trajet	244
Tous types depuis ou vers la province	Jour		Kilomètre	34 002
	Nuit, dimanche et jour férié		Kilomètre	35 082

➔ **Lot 03 : Transport routier de prélèvements biologiques, de tissus, greffons et gamètes divers, d'appareils de perfusion et de transplantations rénales et de matériels seuls, dans le cadre de l'activité de greffe**

Prestation			Unité	Quantité annuelle estimée
Transport en 2 roues	Jour	Paris ⇔ Paris	Trajet	301
		Paris ⇔ IDF	Trajet	244
		IDF ⇔ IDF	Trajet	20
	Nuit, dimanche et jour férié	Paris ⇔ Paris	Trajet	42
		Paris ⇔ IDF	Trajet	53
		IDF ⇔ IDF	Trajet	8
Transport en 4 roues	Jour	Paris ⇔ Paris	Trajet	2 930
		Paris ⇔ IDF	Trajet	2 372
		IDF ⇔ IDF	Trajet	198
	Nuit, dimanche et jour férié	Paris ⇔ Paris	Trajet	409
		Paris ⇔ IDF	Trajet	524
		IDF ⇔ IDF	Trajet	86
Transport en 4 roues Depuis ou vers la province	Jour		Kilomètre	16 960
	Nuit, dimanche et jour férié		Kilomètre	3 072

1.3 Durée

Le marché est conclu pour la période allant de la date du 01/12/2026 jusqu'au 30/11/2030.

Les bons de commandes émis avant la date d'échéance des accords-cadres issus de la consultation demeurent exécutoires.

Les marchés issus de la présente consultation seront résiliables sans indemnités à la seule initiative de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, 6 mois avant la date de fin du marché.

1.4 Prix

1.4.1 Forme des prix

Tous les lots sont à prix unitaires.

Les montants des marchés sont définis selon les dispositions suivantes :

➔ Lot 01 : Transport aérien

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris s'engage sur le montant minimum représenté par 50 % des quantités estimées sur la durée totale du marché issu de la présente consultation.

Le Titulaire s'engage sur le montant maximum représenté par 240 % des quantités estimées sur la durée totale du marché issu de la présente consultation.

➔ Lots 02 et 03 : Transport routier

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris s'engage sur le montant minimum représenté par 50 % des quantités estimées sur la durée totale des marchés issus de la présente consultation.

Le Titulaire s'engage sur le montant maximum représenté par 200 % des quantités estimées sur la durée totale des marchés issus de la présente consultation.

1.4.2 Typologie des prix

Les prix des lots suivants sont révisibles au sens des articles R2112-15 à R2112-18 du Code de la Commande publique et dans les conditions déterminées par le CCAP.

1.4.3 Modalités essentielles de financement et de paiement

L'exécution du marché sera financée par l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris, l'Hôpital Foch et la Fondation Hôpital Saint Joseph.

Le ou les fournisseurs seront dispensés du versement de la retenue de garantie.

Conformément à l'article R. 2112-5 du Code de la Commande Publique, les conditions administratives et techniques auxquelles sont subordonnés l'ordonnement et le paiement sont précisées dans le CCAP.

2. Modalités de la consultation

2.1 Choix de la procédure de passation

La présente consultation est mise en œuvre sous la forme suivante : Appel d'offres ouvert, en application des articles R. 2124-1, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique en vigueur à la date de la publication de l'avis de mise en concurrence.

Le marché sera couvert par l'accord international sur les marchés publics (AMP).

Lors du téléchargement du dossier de consultation des entreprises (DCE), le candidat est invité à faire part de son nom, d'une adresse, ainsi que du nom d'un correspondant afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la consultation.

Le représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de recourir ultérieurement à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R. 2122-7 du Code de la Commande Publique à hauteur de 100 % du montant contractualisé.

AP-HP	Consultation n°26-075	ACHAT
RC.17	Dernière mise à jour du 18/05/2026	Page 5 sur 17
18/03/2026		

2.2 Date limite de remise des candidatures et des offres

La date limite de remise des plis est fixée au : 02/07/2026 à 12:00

Ce délai peut être prolongé dans les conditions fixées à l'article R. 2151-4 du code de la commande publique :

- Lorsqu'un complément d'informations, nécessaire à l'élaboration de la candidature et l'offre, demandé en temps utile par l'opérateur économique, n'est pas fourni dans les délais prévus à l'article R. 2132-6 du Code de la commande publique ;
- Lorsque des modifications importantes sont apportées aux documents de la consultation.

La durée de la prolongation est proportionnelle à l'importance des informations demandées ou des modifications apportées.

Les offres reçues hors délais sont éliminées, et ceci, dans l'éventualité même d'un dépassement de quelques secondes de la date limite de remise des offres au moment du dépôt.

2.3 Variante

Il n'y a pas de variante prévue dans la consultation.

2.4 Prestations supplémentaires éventuelles

Il n'est pas prévu de prestation supplémentaire éventuelle (PSE).

2.5 Délai de validité des candidatures et des offres

Le délai de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite de remise de l'offre.

2.6 Modification du dossier de consultation

Les candidats ne sont pas autorisés à apporter des modifications aux spécifications techniques obligatoires du CCTP dans le cadre de l'offre proposée en solution de base.

Ils doivent respecter l'intégralité des prescriptions.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter **au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres et des candidatures**, des modifications de détail au dossier de consultation.

Ces modifications n'altéreront pas les éléments substantiels du marché.

Il informera alors tous les candidats dans des conditions respectueuses du principe d'égalité. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié. Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite ci-dessus est reportée à l'initiative du Pouvoir Adjudicateur, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.7 Groupement de candidats

Le candidat peut se présenter sous forme de groupement sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence. Dans ce cas, le formulaire DC1 ou équivalent devra préciser si le groupement est solidaire ou conjoint et être dûment complété. Les actes d'engagement et les annexes financières devront être soit co-signés par l'ensemble des entreprises groupées, soit signés par le mandataire seul dès lors qu'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter les membres du groupement. Dans les deux formes de groupement, le nom du mandataire doit être expressément désigné dans l'acte d'engagement.

Chaque membre du groupement doit fournir les documents listés à l'article « Constitution des dossiers de candidature et des dossiers d'offre ».

Un même candidat ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché. De même, le candidat n'est pas autorisé à présenter, pour le marché ou un de ses lots, plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupement(s) ou en qualité de membre de plusieurs groupements.

Conformément à l'article R. 2142-24 du Code de la commande publique, le mandataire d'un groupement

AP-HP RC.17 18/03/2026	Consultation n°26-075 Dernière mise à jour du 18/05/2026	ACHAT Page 6 sur 17
------------------------------	---	------------------------

conjoint est solidaire pour l'exécution du marché public, de chacun des membres constitutifs pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique.

En cas de groupement un outil de co-signature est disponible sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/> en cliquant sur l'item Outils informatiques.

3. Constitution des dossiers de candidature et des dossiers d'offre

3.1 Conditions de langue

La langue utilisée pour présenter les candidatures et les offres est le français.

Conformément à l'article R. 2143-16 du Code de la commande publique, les pièces accompagnant le dossier de candidature rédigées en langue étrangère seront acceptées uniquement si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française.

3.2 Éléments nécessaires à la sélection des candidatures :

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire les pièces suivantes :

3.2.1 Situation juridique

- Formulaire DC1 ou équivalent : Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses cotraitants ;
- Formulaire DC2 ou équivalent : Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement ;
- Attestation Russie : Déclaration sur l'honneur sur la situation du candidat vis à vis de la Russie ;
- Attestation fiscale : L'attestation de régularité fiscale délivrée au 31/12 de l'année n-1 par le comptable public ou équivalent ;
- Attestation de vigilance : L'attestation délivrée par l'URSSAF.

3.2.2 Capacité technique et professionnelle

- Déclaration de chiffre d'affaires : déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique.
- Attestation d'assurance : déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;
- Déclaration de bilan : bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi ;
- Déclaration d'effectifs : déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Références de service similaires : présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- Gestion environnementale : indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du marché public.
- Licences, autorisations, titres d'études et titres professionnels, notamment :

➔ Pour le lot 01 : Transport aérien

- Licence d'exploitation et certificat de transporteur aérien délivrés par l'autorité administrative conformément aux dispositions du règlement (CE) n° 1008/2008 du 24 septembre 2008 ;
- Fiches de spécifications opérationnelles délivrées par l'autorité administrative compétente pour les aéronefs exploités ;
- Certificats d'immatriculation délivrés par l'autorité administrative compétente pour les aéronefs exploités ;

AP-HP RC.17 18/03/2026	Consultation n°26-075 Dernière mise à jour du 18/05/2026	ACHAT Page 7 sur 17
------------------------------	---	------------------------

- Supplement Type Certificate, agrément de modification validé par l'EASA (pour appareil OCS).

➔ **Pour les lots 02 et 03 : Transport routier**

Document	Lot 02	Lot 03
Autorisation d'exercer la profession de transporteur routier	X	X
Inscription au registre électronique national des entreprises de transport	X	X
Attestation de capacité professionnelle de transport routier de marchandises	X	X
Licence de transport routier de marchandises	X	X
Certificat(s) ADR	X	X
Attestation de capacité professionnelle en transport routier de personnes	X	
Licence pour le transport de personnes par route pour le compte d'autrui	X	
Autorisation d'équiper de dispositifs spéciaux des véhicules de catégorie B (véhicules d'intérêt général avec facilité de passage)	X	

Le candidat pourra prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les pièces relatives à cet intervenant visées au présent article ci-dessus. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution de l'accord-cadre par un engagement écrit de l'intervenant.

En vertu de l'article R. 2143-16 du Code de la commande publique, dans le cadre de leur candidature, il est exigé que les candidats joignent une traduction en français aux éléments rédigés dans une autre langue.

Les entreprises nouvellement créées peuvent produire une copie certifiée du récépissé de dépôt des statuts transmis par le centre de formalités des entreprises. Les entreprises peuvent présenter tout élément factuel et probant permettant d'apprécier leurs capacités financières, techniques et professionnelles.

Si le signataire des pièces de candidature et des offres n'est pas le représentant légal de la société, un pouvoir au nom du signataire est nécessaire.

Tout document remis doit comporter la dénomination sociale exacte et complète telle qu'elle figure dans le Kbis à l'exclusion des dénominations abrégées et commerciales.

Les éléments relatifs à la candidature doivent être clairement identifiés comme tels.

En cas de non présentation dans le dossier de candidatures, ces documents doivent être fournis dans les délais impartis par le RPA et indiqués dans la demande de complément de candidature.

Il est porté à l'attention des candidats que, conformément aux dispositions de l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique, ils ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais :

- D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;
- D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Les candidats sont invités à utiliser le coffre-fort électronique disponible gratuitement depuis leur compte sur <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

De plus, conformément aux dispositions de l'article R. 2143-14 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir au pouvoir adjudicateur les documents justificatifs et moyens de preuve qui ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Enfin, selon les dispositions de l'article R. 2143-4 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur accepte que les candidats présentent leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen, en lieu et place de la déclaration

AP-HP	Consultation n°26-075	ACHAT
RC.17 18/03/2026	Dernière mise à jour du 18/05/2026	Page 8 sur 17

sur l'honneur et des renseignements mentionnés à l'article R. 2143-3.

Les candidats peuvent constituer ou réutiliser un DUME dans sa version électronique via l'une des url suivantes : <https://ec.europa.eu/tools/espd/> OU <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

Il est précisé que le pouvoir adjudicateur n'autorise pas les candidats à se limiter à indiquer dans le document unique de marché européen qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.

3.3 Offre technique et financière

3.3.1 Documents obligatoires

Pour le choix de l'offre, les candidats doivent produire les documents suivants :

- Un acte d'engagement **par lot** (ci-joint à compléter, à dater et à signer électroniquement selon les modalités prescrites dans l'article « conditions d'envoi et de remise des plis » du présent règlement de consultation) ;
Le candidat précisera également la nature et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ainsi que la liste des sous-traitants qu'il se propose de présenter à l'agrément et à l'acceptation du pouvoir adjudicateur ;
- L'annexe financière dûment renseignée et signée par lot ;
- Le cadre de réponse technique (CRT) dûment renseigné et signé et ne comportant **aucun renvoi** à un mémoire technique. Le candidat peut joindre tout document qu'il jugera utile.
- Imprimé DC4 ou équivalent en cas de sous-traitance (date et signature électroniques obligatoires).

La signature des documents ci-dessus est souhaitée dès le dépôt des plis, cependant l'absence ou l'invalidité de la signature constatée lors de l'ouverture des plis n'est pas éliminatoire. En tout état de cause, le candidat demeure engagé par son offre.

Le candidat est tenu de répondre à la totalité des prestations ou des articles désignés.

Le candidat est tenu de respecter la présentation des grilles tarifaires définies par l'administration. Tout ajout ou suppression peut entraîner l'élimination du candidat.

Dans le cas de groupement de candidats, l'acte d'engagement ainsi que les annexes financières devront être signés électroniquement soit par le mandataire expressément désigné et tous les membres soit par le mandataire du groupement, s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises.

La production des documents listés ci-dessus dûment complétés conditionnent la validité de l'offre.

Le CCAP et les documents remis par le pouvoir adjudicateur, à l'exception de ceux visés ci-dessus et leurs annexes ne sont pas à remettre dans l'offre. Seuls les documents détenus par le pouvoir adjudicateur font foi.

3.3.2 Documents complémentaires souhaités par l'AP-HP

- Un extrait du Kbis ou équivalent (datant de moins de trois mois à la date d'envoi de la candidature) ainsi que la composition du capital ;
- Un RIB ;
- Une facture vierge (les conditions Générales de Ventes sont systématiquement nulles et non avenues) ;
- Le Manuel Qualité, si la société est certifiée selon la norme ISO 9001.

Il est rappelé aux candidats que la signature de l'acte d'engagement vaut acceptation de toutes les pièces contractuelles.

La production des documents listés ci-dessus dûment complétés contribue à la validité de l'offre. La faculté de régularisation des offres, telle que prévue à l'article R 2152-2 du Code de la commande publique, est laissée à la discrétion de l'administration.

L'absence ou l'invalidité de la signature électronique n'entraînera pas l'élimination du candidat mais celui-ci sera invité en cas d'attribution à signer sous forme matérialisée les principaux documents constitutifs de son

AP-HP RC.17 18/03/2026	Consultation n°26-075 Dernière mise à jour du 18/05/2026	ACHAT Page 9 sur 17
------------------------------	---	------------------------

offre soit l'acte d'engagement et les annexes financières.

3.4 Présentation des candidatures et des offres dématérialisées

Lors de la transmission par voie électronique, l'enveloppe du candidat sera constituée de deux dossiers intitulés :

- « **Candidature** » comprenant les éléments demandés à l'article relatif aux « éléments nécessaires à la sélection des candidatures » ;
- « **Offre technique et financière** » comprenant les éléments demandés à l'article relatifs aux « éléments nécessaires au choix de l'offre ».

Pour garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée, le candidat doit tenir compte des indications suivantes :

L'offre doit être présentée selon des formats utilisés dans les documents du DCE

Les documents demandés sont transmis sous la forme de fichiers dans l'un des formats suivants : ZIP, RTF, DOC, XLS, PDF, DWG, DXF.

Les documents suivants doivent être présentés dans un format et une version informatique a minima compatible avec les fichiers téléchargés sur la plate-forme :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/> :

- Acte d'engagement ;
- Annexes financières ;
- Cadre de réponse technique.

Ce format permettra le traitement par ACHAT, des données transmises. Il est entendu que les documents fournis par le candidat étant certifiés par la signature électronique, ne seront aucunement modifiés par ACHAT (hormis la partie administrative de l'acte d'engagement – p1 et 3).

Les fichiers du pli dématérialisé doivent respecter une règle de nommage

Afin de faciliter le traitement des offres électroniques dans les meilleures conditions, il est demandé aux candidats de se conformer, si possible, au nommage des fichiers de la façon suivante :

Le nom de l'opérateur économique (ex : société, association, personne publique) : il peut être entier, ou bien être raccourci suivi de la désignation de la pièce qui devra être la plus claire et la plus simple possible.

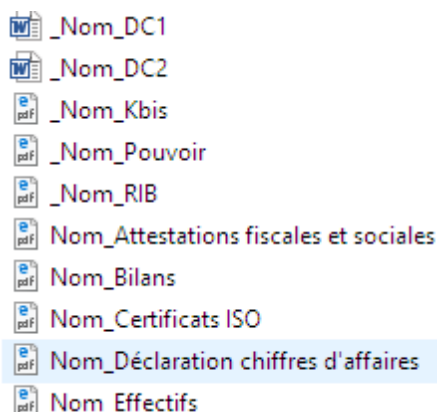
Le nom des fichiers des pièces "importantes" sera précédé du _ (tiret du 8), ceci permettant de les faire figurer en début d'arborescence (Cf exemple). Ces pièces sont notamment :

- l'Acte d'engagement
- le CCAP et ses annexes
- le CCTP et ses annexes
- le CDRF
- le CDRT
- la délégation de pouvoir ou de signature
- le DC1
- le DC2
- le K Bis
- l'attestation de régularité des certificats fiscaux et sociaux
- le RIB

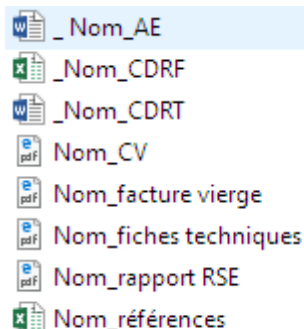
AP-HP	Consultation n°26-075	ACHAT
RC.17 18/03/2026	Dernière mise à jour du 18/05/2026	Page 10 sur 17

Exemple :

- Pour le dossier relatif aux pièces de candidature :



- Pour le dossier relatif aux pièces de l'offre :



Ce format permettra le traitement par ACHAT, des données transmises. Il est entendu que les documents fournis par le candidat étant certifiés par la signature électronique, ne seront aucunement modifiés par ACHAT (hormis la partie administrative de l'acte d'engagement – p1 et 3).

4. Conditions d'envoi et de remise des plis

La remise des plis par voie dématérialisée est obligatoire conformément à l'article R. 2132-7 du Code de la commande publique

Les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat et pour un même lot, seule est ouverte la dernière offre reçue, par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des candidatures et des offres.

La transmission des documents sur support papier ou sur support physique électronique entrainera l'irrégularité de l'offre du candidat (hors dépôt de la copie de sauvegarde).

En application de l'article R. 2132-7 du Code de la commande publique, les candidats doivent répondre via le site dont l'adresse Internet est <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Les plis électroniques devront impérativement être déposés sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Pour répondre sous forme dématérialisée, le candidat doit être inscrit sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/> et la personne habilitée à engager le candidat doit être titulaire d'un certificat électronique afin de signer les fichiers composant sa réponse.

Les documents constitutifs de l'offre (acte d'engagement, annexes financières et cadre de réponse technique) devront être signés à l'aide d'un certificat de signature électronique valide.

L'absence ou l'invalidité de la signature électronique n'entraînera pas l'élimination du candidat mais celui-ci sera invité en cas d'attribution à signer sous forme matérialisée les principaux documents constitutifs de son offre soit l'acte d'engagement et les annexes financières.

Attention, la signature numérisée (numérisation d'un document papier avec signature manuscrite) n'a pas la valeur d'une signature électronique.

Le certificat de signature électronique utilisé doit être conforme aux exigences de l'arrêté du 22 mars 2019 (certificat qualifié et conforme au règlement « eIDAS ») ; les formats de signature acceptés sont XAdES, CAAdES ou PAdES.

Dans le cas où le certificat de signature électronique utilisé n'émane pas de la liste de confiance française ou d'une liste d'un autre Etat-membre, le candidat doit fournir l'ensemble des éléments nécessaires afin de prouver que le certificat de signature utilisé est bien conforme aux exigences de l'arrêté du 22 mars 2019.

Les candidats doivent prévoir un délai d'obtention pouvant aller jusqu'à plusieurs semaines selon les fournisseurs. La possession d'un certificat électronique n'est pas requise au stade du retrait du dossier de

AP-HP RC.17 18/03/2026	Consultation n°26-075 Dernière mise à jour du 18/05/2026	ACHAT Page 11 sur 17
------------------------------	---	-------------------------

consultation (DCE) via la plate-forme

Pour que le candidat puisse procéder à un dépôt de plis électronique et à la signature électronique de ses documents, il doit disposer d'un micro-ordinateur qui respecte les prérequis de la plate-forme de dématérialisation :

https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=commun.PrerequisTechniques&calledFrom=entreprise#rubrique_2

Afin d'acquérir ces instruments, les candidats peuvent se référer à l'aide technique en ligne disponible dans la rubrique « Aide » sur le site :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

A l'exception des documents nécessitant d'être co-signés, l'opération d'horodatage et de signature électronique des documents est effectuée sur la plate-forme de dématérialisation lors du dépôt des candidatures. Dans le cas d'un groupement de candidats, l'ensemble des membres du groupement doivent signer en utilisant à tour de rôle l'outil de signature disponible sur la plate-forme de dématérialisation.

Lors de son dépôt, le candidat doit signer individuellement les formulaires constitutifs de sa candidature et de son offre au moyen de son certificat de signature électronique.

En effet, la signature électronique d'un fichier zip (dossier électronique qui contient plusieurs autres documents électroniques) ne suffit pas. La seule signature d'un fichier zip contenant l'ensemble des documents ne peut être assimilée à la signature électronique de chacun de ces documents.

Par ailleurs, si l'un des formulaires constitutifs la candidature ou de l'offre du candidat est modifié après signature, le « couple » document signé et document de signature ne seront plus cohérents. La signature du document sera alors invalide. Il faut dans ce cas renouveler l'opération de signature du document modifié.

Les fichiers constitutifs de la candidature et de l'offre du candidat doivent être signés avec la fonctionnalité de signature individuelle de documents accessible sur la plate-forme <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

Néanmoins, si le candidat utilise un autre outil pour signer électroniquement ses documents, celui-ci transmet, avec les documents signés, les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Ce mode d'emploi contient, au moins, les informations suivantes :

- 1° La procédure permettant la vérification de la validité de la signature ;
- 2° L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

Après la préparation des fichiers, les candidats se connectent sur la plate-forme à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr/>. Ils doivent les déposer dans les espaces qui leur sont réservés sur la page de réponse à cette consultation de la plate-forme, chaque consultation ayant une page spécifique de réponse. Une fois l'ensemble des éléments réunis sur la page de constitution de la réponse, les candidats signent électroniquement l'ensemble des documents, lancent le chiffrement de l'offre complète, et enfin déposent les réponses.

Les échanges sont sécurisés grâce à l'utilisation du protocole https.

La durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre.

Tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre, doit être traité préalablement par le candidat par un anti-virus régulièrement mis à jour.

Copie de sauvegarde

Lorsque, conformément à l'article R. 2132-11 du Code de la commande publique, la candidature et l'offre sont envoyée par voie électronique, une copie de sauvegarde peut être envoyée dans les conditions fixées par arrêté du ministre chargé de l'économie (arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde).

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde », le numéro et l'intitulé de la consultation et le nom du candidat auxquels elle se rapporte.

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une

AP-HP	Consultation n°26-075	ACHAT
RC.17	Dernière mise à jour du 18/05/2026	Page 12 sur 17
18/03/2026		

transmission sur support physique électronique ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, à l'adresse suivante :

ACHAT
CHU de Bicêtre
Bâtiment Pierre Lasjaunias
Porte 77
78 rue du Général Leclerc
94270 LE KREMLIN-BICETRE
(Cf. annexe jointe – plan d'accès)

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que lorsqu'ACHAT a détecté un programme informatique malveillant dans les candidatures et les offres transmises par voie électronique ou que ces dernières ne sont pas parvenues à ACHAT dans les délais de dépôt des candidatures et des offres malgré un envoi effectué dans ces délais ou en cas d'absence de réussite d'ouverture de ces documents.

5. Sélection des candidatures et analyse des offres

L'enregistrement et le jugement des offres sont effectués dans les conditions prévues aux articles R. 2152-1 à R2152-13 du Code de la commande publique.

5.1 Sélection des candidatures

Les candidatures sont appréciées selon les capacités techniques, professionnelles et financières du candidat.

5.2 Analyse des offres

Pour le jugement, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) procède comme indiqué aux articles R. 2152-6 à R. 2152-7 du Code de la commande publique.

Les critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

➔ **Lot 01 : Transport aérien**

	Pondération	Notation sur
Critère n°1 - Prix	45%	45,00
Critère n°2 - Valeur technique de l'offre	50%	50,00
Sous-critère a. Moyens matériels	30%	15,00
Composition de la flotte mise à disposition		4,00
Procédures d'entretien et de maintenance de la flotte		4,00
Matériel informatique et moyens de communication dédiés à la régulation		3,00
Tenues de travail des personnels affectés aux prestations		2,00
Offre de restauration à bord (plateaux repas et snack)		2,00
Sous-critère b. Moyens humains	30%	15,00
Effectifs dédiés à l'exécution des prestations		3,50
Formation des personnels affectés aux prestations		3,50
Fonctionnement de l'encadrement		3,00
Fonctionnement de l'astreinte		3,00
Plan de continuité d'activité		2,00
Sous-critère c. Organisation des prestations	40%	20,00
Procédures et outils de commande		4,00
Organisation de la régulation		4,00
Délai de mise à disposition de l'appareil après commande		3,00
Procédures et outils de suivi et de reporting		3,00
Gestion des dysfonctionnements, pannes et accidents		3,00
Gestion des pics d'activité et périodes de congés annuels		3,00

AP-HP	Consultation n°26-075	ACHAT
RC.17 18/03/2026	Dernière mise à jour du 18/05/2026	Page 13 sur 17

Critère n°3 - Caractère durable de l'offre	5%	5,00
Sous-critère a. Démarche sociale dans le cadre de l'exécution des prestations	50%	2,50
Prévention des risques psycho-sociaux (RPS)		0,50
Prévention des troubles musculo-squelettiques (TMS)		0,50
Mesures en faveur de la parité et de l'égalité entre les femmes et les hommes		0,50
Mesures en faveur de l'insertion par l'activité professionnelle		0,50
Mesures en faveur du développement des compétences des salariés		0,50
Sous-critère b. Démarche environnementale dans le cadre de l'exécution des prestations	50%	2,50
Suivi de l'empreinte carbone		0,50
Compensation des émissions de gaz à effet de serre		0,50
Consommation des appareils		0,50
Modalités d'entretien et recyclabilité des tenues de travail des personnels		0,50
Modes de production et qualité environnementale de l'offre de restauration à bord		0,50

- ➔ **Lot 02 : Transport routier d'équipes et d'organes dans le cadre de l'activité de greffe et de l'activité d'assistance circulatoire extracorporelle et Lot 03 : Transport routier prélèvements biologiques, de tissus, greffons et gamètes divers, d'appareils de perfusion et de transplantations rénales et de matériels seuls, dans le cadre de l'activité de greffe**

	Pondération	Notation sur
Critère n°1 - Prix	45%	45,00
Critère n°2 - Valeur technique de l'offre	45%	45,00
Sous-critère a. Moyens matériels	30%	13,50
Composition de la flotte mise à disposition		4,00
Procédures d'entretien et de maintenance de la flotte		3,50
Matériel informatique et moyens de communication dédiés à la régulation		3,00
Tenues de travail des personnels affectés aux prestations		3,00
Sous-critère b. Moyens humains	30%	13,50
Effectifs dédiés à l'exécution des prestations		3,00
Formation des personnels affectés aux prestations		3,00
Fonctionnement de l'encadrement		3,00
Fonctionnement de l'astreinte		2,50
Plan de continuité d'activité		2,00
Sous-critère c. Organisation des prestations	40%	18,00
Procédures et outils de commande		4,00
Organisation de la régulation		3,50
Délai de mise à disposition des véhicules après commande		3,00
Procédures et outils de suivi et de reporting		2,50
Gestion des dysfonctionnements, pannes et accidents		2,50
Gestion des pics d'activité et périodes de congés annuels		2,50
Critère n°3 - Caractère durable de l'offre	10,00	10,00
Sous-critère a. Démarche sociale dans le cadre de l'exécution des prestations	50%	5,00
Prévention des risques psycho-sociaux (RPS)		1,00
Prévention des troubles musculo-squelettiques (TMS)		1,00
Mesures en faveur de la parité et de l'égalité entre les femmes et les hommes		1,00

Mesures en faveur de l'insertion par l'activité professionnelle		1,00
Mesures en faveur du développement des compétences des salariés		1,00
Sous-critère b. Démarche environnementale dans le cadre de l'exécution des prestations	50%	5,00
Caractéristiques environnementales de la flotte (âge, motorisation, etc...)		1,00
Suivi de l'empreinte carbone		1,00
Compensation des émissions de gaz à effet de serre		1,00
Formation des personnels à l'éco-conduite		1,00
Modalités d'entretien et recyclabilité des tenues de travail des personnels		1,00

Pour tous les lots : Pour le critère 2 « valeur technique de l'offre » une note éliminatoire fixée à 12/20 est applicable. Tout candidat ayant obtenu une note inférieure à cette dernière sera éliminé.

Au vu des critères pondérés de jugement des offres, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur classe les offres des soumissionnaires par ordre décroissant. Il retient l'offre économiquement la plus avantageuse, la mieux classée.

Les offres sont examinées lot par lot.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de reports seraient constatées dans la décomposition d'un prix figurant dans l'offre d'un candidat, il n'en est pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix. En cas de refus, son offre est éliminée comme irrégulière.

Une offre peut être déclarée inacceptable si son prix excède les crédits budgétaires alloués au marché, déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut déclarer la consultation infructueuse.

En application des articles R. 2185-1 à R. 2185-2 du Code de la commande publique, la procédure peut être déclarée sans suite par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

6. Notification des résultats

En cas d'absence des attestations de régularité fiscale et sociale ou équivalent mentionnés ci-dessus, le candidat attributaire devra obligatoirement produire ces documents sous un délai de 5 jours à compter de la date de réception de la demande confirmée par lettre avec accusé de réception.

Au cas où ces documents ne parviendraient pas à ACHAT dans les délais impartis, la même demande sera faite au candidat classé n° 2 et le candidat classé n° 1 sera éliminé (article R. 2144-7 du Code de la commande publique).

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produit en outre dans les mêmes conditions les pièces prévues aux articles D.8222-5 et D.8222-7 du Code du travail (Les documents mentionnés dans la partie F1, ou si le candidat est domicilié à l'étranger, dans la partie G du formulaire NOTI 1 ou équivalent).

Dès réception des imprimés OUV7 et des attestations de régularité fiscale et sociale ou équivalent (pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du Code du travail), l'ensemble des candidats est informé par courrier transmis par voie électronique.

Si la signature électronique est invalide, l'attributaire du marché devra signer l'acte d'engagement et ses annexes financières, cette signature conditionnera la validité du marché.

Après signature du marché par les autorités compétentes, le candidat retenu reçoit via la plate-forme de dématérialisation une copie de l'acte d'engagement. S'il souhaite procéder au nantissement des créances nées de l'exécution du marché, il lui appartient de solliciter la remise d'une copie revêtue de la mention « exemplaire unique ».

7. Avances

Le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficiaire d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que le marché respecte les conditions mentionnées à l'article R. 2191-3.

AP-HP RC.17 18/03/2026	Consultation n°26-075 Dernière mise à jour du 18/05/2026	ACHAT Page 15 sur 17
------------------------------	---	-------------------------

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 30 %.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé au taux minimal de 5% prévu à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.

8. Voies de recours

Cette consultation peut faire l'objet :

- d'un référé précontractuel : avant la conclusion du marché et jusqu'à sa date de notification dans les conditions prévues à l'article L 551-1 à L551-12 du code de justice administrative ;
- d'un référé contractuel : dans les conditions définies aux articles L551-13 et L.551-23 et suivants du Code de Justice Administrative ;
- d'un recours de plein contentieux : dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité concernant l'attribution du marché public.

Auprès du Tribunal Administratif de Paris – 7 rue de Jouy – 75181 Paris Cedex 04.

Courrier électronique : greffe.ta-paris@juradm.fr

Téléphone : 01 44 59 44 00

Télécopie : 01 44 59 46 46

Organe chargé des procédures de médiation :

Médiateur de la république

Contact : consulter la rubrique « où trouver les délégués ? » sur <http://www.mediateur-republique.fr/>

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Médiation interne au Pôle d'Intérêt Commun ACHAT : Achats Centraux, Hôteliers, Alimentaires et Technologiques

Il est possible, pour les parties au présent contrat, de saisir le médiateur interne à ACHAT concernant les difficultés dans l'exécution du présent marché à l'adresse mail : mediation.interne.aca@aphp.fr

9. Renseignements complémentaires

Pour tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires en vue de répondre à la présente consultation, les candidats peuvent poser une question sur un fichier informatique type Word ou PDF au plus tard le 18/06/2026 à 12h00 à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/> au niveau de cette consultation dans la section « Question ».

ACHAT transmet les réponses à ces questions au plus tard 6 jours avant la date de remise des plis par courriel via la plateforme de dématérialisation à l'adresse indiquée par les candidats lors du téléchargement du dossier sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

AP-HP	Consultation n°26-075	ACHAT
RC.17 18/03/2026	Dernière mise à jour du 18/05/2026	Page 16 sur 17

